

Didier Lapeyronnie

CONTRE-MONDE

IMITATION, OPPOSITION, EXCLUSION

« Regardez tous ces fous. Regardez comme ils ont l'air méchant. Ce sont des tueurs. Je n'ai jamais vu autant de tueurs en même temps. Au moindre signal dans leur tête, ils se mettraient à se tuer entre eux. Je me demande pourquoi le signal ne se déclenche pas, là, maintenant, dans leur tête. Parce qu'ils sont tous prêts à tuer. Ils sont comme des rats dans des cages de laboratoires. Ils ont envie de tuer, ça se voit sur leur visage, ça se voit à leur démarche; je vois leurs poings serrés dans leur poches. Moi, je reconnais un tueur au premier coup d'œil; ils ont les habits pleins de sang. Ici, il y en a partout; il faut se tenir tranquille, sans bouger; il ne faut pas les regarder dans les yeux. Ils ne faut pas qu'ils nous voient; il faut être transparent. Parce que sinon, si on les regarde dans les yeux, s'ils s'aperçoivent qu'on les regarde, s'ils se mettent à nous regarder et à nous voir, le signal se déclenche dans leur tête et ils tuent, ils tuent. Et s'il y en a un qui commence, tout le monde ici va tuer tout le monde. Tout le monde n'attend que le signal dans la tête¹. »

L'œuvre théâtrale de Bernard-Marie Koltès offre certainement la meilleure représentation de la violence dans nos villes contemporaines : une violence dépourvue de signification par son excès même, violence absurde et gratuite dans laquelle les personnages se trouvent pris et qui leur impose souvent sa logique sans qu'ils puissent (tout comme le spectateur), en saisir ni l'origine ni le but. Ils projettent cette violence sur le monde qui les entoure, monde purement hostile dans lequel les paroles se croisent et aucun dialogue n'est envisageable. Seules y règnent les lois du marché : tout est à vendre, tout est à acheter. L'obsession de l'argent est générale. Mais la violence ne procède pas de la logique de l'échange qui pourrait lui conférer une rationalité. Elle place ses protagonistes en-dehors de l'échange marchand et en constitue une sorte de contre-point. La vie sociale et personnelle se réduit ainsi à la juxtaposition de l'univers de la violence et du monde de l'argent et enferme les individus dans une solitude sans issue. Nulle marginalité ne peut subsister dans une telle société, aucune révolte ne peut y émerger. Bien au contraire, les flux d'argent et de violence sont des agents d'intégration et d'homogénéité qui écrasent toute parole particulière, qu'elle soit parole politique ou parole d'amour. Réduit socialement à son envie d'argent, l'individu s'en échappe par sa réduction à la violence et ne peut échapper de celle-ci que par le

retour à l'argent. Argent et violence agissent sur lui comme de puissants stimuli. Ils provoquent l'excitation du corps et de l'esprit en supprimant le désir au profit d'une promesse de jouissance. L'univers de Koltès nous présente ainsi le triomphe absolu du social. La société fonctionne sans que les individus aient la possibilité d'agir ou de parler : les conduites se réduisent à la logique de comportements d'échange ou de violence,



Roberto Zucco, de Bernard-Marie Koltès, théâtre des Amandiers, Nanterre.

les mots aux nécessités fonctionnelles. La contre-partie est la disparition de toute communication et surtout de la politique en tant qu'espace de confrontation de paroles fondamentalement hétérogènes.

L'importance de cette représentation théâtrale tient au fait qu'elle prend frontalement le contre-pied des explications traditionnelles. Le plus souvent, les raisonnements concernant la violence urbaine, les quartiers sensibles et les conduites marginales des jeunes se fondent sur l'idée d'anomie, sur l'absence de social. L'unité de la société est cassée par la crise économique, le libéralisme et la dualisation sociale. De vastes ensembles sociaux sont placés en dehors des mécanismes d'intégration, aux marges de la vie sociale normale. Les individus sont désaffiliés ou plongés dans un

1. Bernard-Marie Koltès, *Roberto Zucco*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1990, p. 79-80.



Cité des 3000, Aulnay-sous-Bois.

monde qui a perdu ses repères institutionnels et moraux : l'État n'est plus présent, les familles ont « démissionné », les systèmes mafieux se généralisent avec les trafics de toutes sortes. En l'absence de « repères » les individus ne peuvent construire des personnalités stables et positives. Les conduites violentes, excessives et absurdes ne cessent de se développer, accroissant encore la désorganisation. Dès lors, il est primordial de rompre cet enchaînement négatif avant de penser à mettre en œuvre une politique sociale et de « refaire le lien social ». C'est ce qui explique l'impératif de sécurité, sécurité qui est une condition nécessaire de l'ordre républicain qui permettra de rendre efficaces les mesures d'assistance et d'éducation auxquelles a droit la population concernée².

Sous une forme ou une autre, avec des tonalités plus ou moins répressives ou sociales, ce raisonnement fait aujourd'hui largement consensus. Il est constamment repris par les autorités gouvernementales. Il a pour lui la force de l'évidence. La violence urbaine n'a cessé de se développer, prenant parfois la dimension spectaculaire d'émeutes, mais surtout celle d'une violence quotidienne faite d'incivilités et d'incidents récurrents. La vie dans les quartiers ou dans les établissements sco-

laire est gangrenée par une insécurité chronique qui n'a rien d'une manipulation idéologique. L'urgence politique, et donc la priorité de l'action publique, sont de stopper ou d'enrayer cette violence qui semble être la conséquence directe d'une « crise » des régulations sociales et institutionnelles, d'un affaiblissement du contrôle social³.

La violence, une réduction à l'identité sociale

La représentation proposée par Koltès invite à formuler une autre hypothèse, non pas à partir de la critique de ce premier raisonnement, qui présente certainement des parts de vérité, mais à partir d'observations empiriques. Certes, la violence individuelle peut aller de pair avec des déficiences personnelles. Mais dans le cas des violences urbaines, il s'agit de comportements collectifs et sociaux et il est peu probable que tous les protagonistes manifestent des troubles psychologiques. Mais surtout, il est difficile de ramener toute explication à l'absence de repères ou au « présentisme » de délinquants qui souffriraient d'une mauvaise socialisation sauf à sombrer dans la tautologie en faisant de la violence le signe de pathologies individuelles et des pathologies individuelles la cause de la violence.

La violence urbaine relève, comme toute violence, de mécanismes d'intégration sociale et institutionnelle. Comme le suggère le théâtre de Koltès, elle repose sur le silence de l'individu particulier et sa réduction stricte à son « rôle » ou à son identité sociale. La violence fait taire le « je » ou le détruit pour ne faire apparaître que le « soi » de l'échange social. En ce sens, elle est conduite sociale pure. Elle interdit toute prise de distance et identifie la personne à ce qu'elle est pour autrui, à son image sociale. Comme l'ont montré les expériences de Milgram, la violence suppose une mise à distance de l'autre qui s'opère toujours sur fond de forte intégration sociale, de soumission à une autorité sociale, ou à un groupe social⁴. Cette réduction au social, cette « agentification » dit Milgram, permet à l'individu de se décharger de sa responsabilité morale vis-à-vis de sa victime et de la dépersonnaliser : il ne la considère plus comme un être particulier, mais comme un pur être anonyme dont la seule identité est donnée par son appartenance à un groupe ou par son statut. Réciproquement, la violence permet à son auteur de réassurer

2. Christophe Souleze, *Les violences urbaines*, Toulouse, Milan, 1999.

3. Sophie Body-Gendrot, *Les villes face à l'insécurité. Des ghettos américains aux banlieues françaises*, Paris, Bayard, 1998.

4. Stanley Milgram, *La soumission à l'autorité*, Paris, Calmann-Lévy, 1974. La meilleure étude en ce sens sur la violence dans la société moderne est celle de Zygmunt Bauman, *Modernity and the Holocaust*, Cambridge, Polity Press, 1989.

son statut social par la réduction sociale de l'autre. Comme l'argent, la violence procède du conformisme social et non de la marginalité. Elle est un agent intégrateur. Mais, alors que l'argent fabrique un monde social fluide par sa circulation, favorise et promet la mobilité, à l'inverse, la violence rend le monde prévisible et stable, fixe les identités et les limites, fabrique de la certitude et de l'immobilité. « T'es qui toi ? » demandent souvent de manière agressive les « jeunes » des cités quand ils ne peuvent situer un individu, le sommant de décliner son identité sociale.

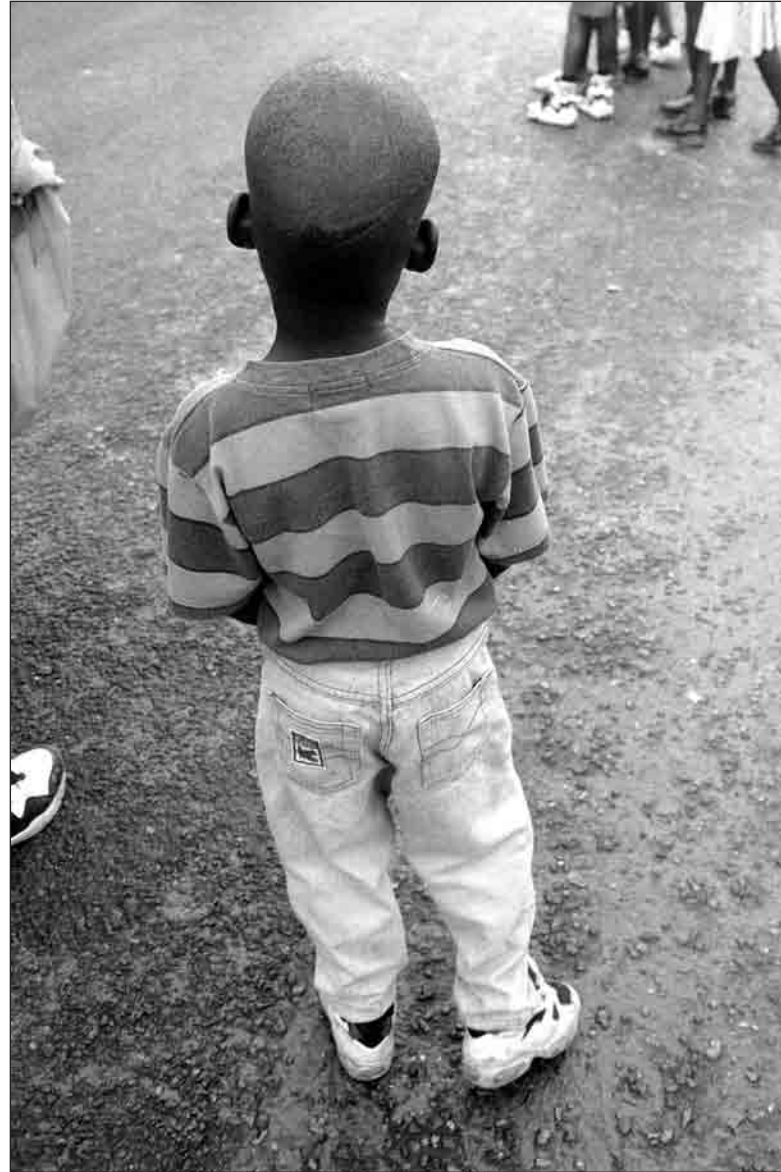
En matière de violence urbaine, une telle hypothèse débouche sur un raisonnement simple : les problèmes définis comme des questions d'intégration sociale ne sont pas les conséquences naturelles d'une décomposition de l'ordre social. Ils sont, pour utiliser l'expression de Denis Olivennes, une « solution » et sont construits socialement et symboliquement. La population des « quartiers » sensibles est à la fois « absorbée » par des mécanismes sociaux et « invalidée » par des mécanismes politiques et symboliques, ou, pour le dire autrement, « retranchée » de la représentation que la société se donne d'elle-même. Au fond, ce qui apparaît a priori comme un problème d'intégration et d'ordre, doit être analysé comme une question de rapports sociaux et de politique. De ce point de vue, c'est le vide politique qui est déterminant dans l'explication de la violence, vide conçu tout autant comme la fermeture du langage politique que comme la disparition de l'espace public. On retrouve là le théâtre de Koltès : l'absence d'espace commun enferme les individus dans le social et les conduit à remplir le vide politique par les logiques alternatives de l'argent et de la violence.

La mobilité contrariée des individus

On observe en fait une très forte intégration des populations des « quartiers sensibles » à l'univers de la consommation et à la référence omniprésente aux modes de vie des « classes moyennes ». Ces populations se situent moins par rapport à un « statut » que par leur position dans un espace de mobilité sociale et urbaine. Elles se définissent par leurs aspirations et les chances qu'elles estiment avoir de les réaliser. C'est ce qui explique la volonté d'acquiescer et de manifester les signes « culturels » d'appartenance à l'univers de la consommation, de façon très souvent d'autant plus excessive qu'ils sont inaccessibles. Les phénomènes d'oscillation entre l'autoritarisme et le laissez faire dans l'éducation familiale, de surconformisme et de rupture, ou encore l'obsession de « la marque » chez les jeunes (le polo Lacoste ou Ralph Lauren) et par conséquent aussi, certaines formes de la délinquance, en découlent directement. Il s'agit toujours, pour l'individu, de se faire « reconnaître » par le pouvoir de circu-

ler et de bouger que donne l'argent.

Mais surtout, les modes de sociabilité et son intensité dans les quartiers en sont aussi le produit direct. La sociabilité des quartiers se construit dans un double mouvement d'aspiration et de dénégation croisées : d'un côté les conduites obéissent à l'identification aux signes de la participation à la consommation, identification qui fonctionne largement de manière négative



Jeune de Kourou, portant crânement la marque Nike.

par la mise à distance de la cité et de ses habitants : l'individu se démarque et dénigre ses voisins ou sa cité. Contrairement aux autres, il affirme ainsi sa capacité sociale de mobilité et de choix. Plus les autres sont cloués à la cité, plus lui, en se distinguant, apparaît autonome. Mais, d'un autre côté, en même temps, les

conduites obéissent à une forte identification à la cité combinée elle-aussi au rejet d'un modèle de consommation inaccessible : l'autonomie revendiquée et affirmée est limitée par le manque d'argent et par le rejet social. Le même individu valorise alors sa cité, la vie sociale qui y règne face au monde « artificiel et surfait » de la consommation et de l'argent. C'est pourquoi, la vie sociale de la cité peut apparaître contradictoirement totalement désorganisée et particulièrement dense, à la fois atomisée et « communautaire », à la fois individualiste et fusionnelle. C'est ce double mouvement incessant qui explique les conduites apparemment absurdes qui juxtaposent des logiques contradictoires (le rodéo par exemple) ainsi que nombre de comportements auto-destructeurs, visant l'individu lui-même ou la cité. La violence entre les cités, où chaque individu n'est plus qu'un membre de « sa cité », mais aussi la violence correspondante à l'intérieur de la cité procèdent de ce double mouvement d'identification et de désidentification, de fixation alternative des autres et de soi.

Cette évolution n'est pas propre aux « quartiers sensibles » et doit être replacée dans la logique sociale de l'espace urbain. La ville n'est plus vécue comme le lieu de la reconnaissance et de la confrontation mais comme un lieu d'inscription des stratégies personnelles et collectives, un lieu de compétition et non de conflit : l'espace public a laissé la place au centre commercial. Dans la ville contemporaine, l'individu n'est plus un « travailleur-citoyen ». Il est avant tout un consommateur. Comme consommateur, il se définit par sa capacité à faire circuler des signes et des marchandises et par sa capacité de mobilité, par sa fluidité personnelle. Il « trace », comme disent les jeunes de banlieue, à la recherche d'expériences nouvelles, de stimuli et de sensations. Il n'existe socialement et il n'est reconnu que par sa capacité de mobilité, capacité que lui procure l'argent.

L'ordre social de la ville oppose ceux qui ont accès à la mobilité de la consommation à ceux qui sont cloués à leur pauvreté et à leur quartier. Les classes aisées maintiennent leur mode de vie par la séparation et la mise à distance. Elles fabriquent la ségrégation en quittant les lieux où elles risquent d'être socialement fixées et immobilisées. L'accès à une mobilité plus grande et l'accroissement de leur confort et des facilités de leurs déplacements, d'un quartier à l'autre, de leur travail à leur domicile, de leur domicile à leurs lieux de loisirs, s'accompagne de l'exclusion et la mise à l'écart des catégories populaires : les quartiers de banlieue sont traversés par des rocade, sont englués dans des radiales qui les isolent d'autant plus qu'ils facilitent les déplacements de ceux qui les empruntent. La vitesse, la sécurité et le confort des déplacements des uns ont pour contrepartie l'érection de barrière pour les autres. Ce qui permet la mobilité des

uns établit une séparation pour les autres et interdit leur mobilité. Les quartiers de banlieue sont d'abord des quartiers dont on ne sort pas avant que d'être des quartiers où l'on ne va pas.

Cette inscription dans l'espace des distances entre les groupes et cette opposition entre des dominants mobiles et des dominés immobiles sont redoublées par le développement de la discrimination. Tout un ensemble de pratiques sociales signifient à l'individu qu'il n'est pas à sa place dans tel ou tel lieu de la ville. Comme le disent souvent les jeunes, l'impression est de « porter sa cité sur sa gueule ». L'effet majeur de ces pratiques, au-delà de leurs conséquences psychologiques, est de limiter la circulation des victimes. La crainte d'être « regardé » ou « traité », celle de se faire « casser » conduisent les individus à restreindre leur mobilité, à éviter tel ou tel endroit, telle ou telle situation. Bref, elles entravent leur liberté et renforcent la ségrégation. L'individu se voit signifier ainsi l'inanité de ces efforts de mobilité : même s'il peut entrer dans l'univers de l'argent, accéder à un certain niveau de consommation, à une certaine mobilité, il restera symboliquement marqué par son origine. Avec lui, le signe ne fonctionnera pas. Pour se protéger et garder son intégrité, il aura donc tendance à rester dans son univers habituel, dans son quartier, dans des lieux qu'il connaît et dans lesquels il se fait reconnaître. Il voudra aussi stabiliser ce lieu, le rendre prévisible et certain et donc il cherchera à entraver la mobilité des autres.

Ces rapports sociaux « urbains » conduisent ainsi à une violence marquée par deux caractéristiques. Elle vise en priorité les symboles de l'assignation, c'est-à-dire les automobiles pour l'essentiel et les moyens collectifs de transports qui sont le signe que l'on ne peut accéder à une consommation et une mobilité individualisées. La violence construit ainsi le quartier comme un contre-monde de la mobilité. Elle accentue la fixation des habitants. Pour les mêmes raisons, cette violence est ensuite fortement « néo-tribale » : dans un contexte urbain dans lequel il ne peut se faire reconnaître individuellement, l'individu ne peut exister que par un groupe qui marquera fortement son emprise sur certains espaces urbains. La violence est ici la norme du groupe.

Le poids des institutions sur les cités

Mais on ne comprendrait pas l'émergence de la violence urbaine par ces seuls mécanismes d'intégration paradoxale liée à l'argent et à la consommation. Ceux-ci se redoublent de mécanismes institutionnels qui « fixent » les populations défavorisées et les enferment dans des normes bureaucratiques. En effet, une des caractéristiques essentielles des quartiers de banlieue est la très forte présence institutionnelle. Même si, très

souvent, les « services publics » sont absents, l'État providence, l'école, et les divers services sociaux sont omniprésents dans la vie quotidienne des familles et des individus. De ce point de vue, il est faux de penser l'intervention institutionnelle comme une intervention externe aux problèmes à traiter. Les problèmes se construisent dans la relation à l'intervention. Il n'existe pas de question sociale que l'État providence viendrait résoudre « après-coup ». Il faut insister sur cette dimension : les questions sont d'abord celles des effets indirects et de la construction des problèmes par les interventions institutionnelles. L'échec scolaire, par exemple, est un problème qui résulte de la scolarisation généralisée et non pas de la nécessité de scolariser des populations illettrées. De la même façon, il est impossible de saisir les formes de la délinquance sans s'interroger sur les modalités de travail policier. On est ainsi passé de problèmes de « premier ordre » (la lutte pour l'intégration) à des problèmes qui sont pour l'essentiel de « second ordre » (la production de l'échec).

On peut alors mieux comprendre le rapport des populations des « quartiers sensibles » aux diverses institutions sociales, scolaires et policières : il est d'abord marqué par une dépendance quasi absolue, notamment en matière financière, mais aussi en matière d'aspirations sociales ; cette dépendance engendre une très grande soumission aux catégories produites par ces bureaucraties et ces interventions. En même temps, cette dépendance suscite le sentiment d'un piège ou d'une nasse car l'institution ne peut satisfaire l'aspiration à la mobilité. Le piège est à la fois pratique et symbolique : l'intervention institutionnelle ou sociale rappelle à l'individu l'absence d'espoir de mobilité et son indignité dans une société qui valorise l'autonomie et la mobilité. N'ayant plus de contre-partie, les normes perdent leur légitimité. Elles paraissent arbitraires et, surtout, sont vécues comme des instruments de fixation, d'assujettissement ou de normalisation. Il faut se conformer aux injonctions d'une bureaucratie qui objective des situations et ramène de fait les individus à la logique de ces situations. C'est pourquoi, les habitants des quartiers difficiles se plaignent en permanence d'être considérés comme des numéros anonymes, d'être face à des employés ou des fonctionnaires qui ne connaissent que des dossiers et pas les personnes. Même si elles sont très excessives, ces plaintes expriment le sentiment d'être cloués à sa situation par le monde institutionnel.

Le paradoxe est alors que la nécessité et le besoin des institutions et des interventions sociales croissent en raison inverse de leur légitimité. C'est ce qui explique, dans les quartiers, le développement d'une « culture anti-institutionnelle » et d'une violence qui se porte directement contre les personnes qui incarnent ces institutions, d'autant plus rejetées qu'elles appartiennent rarement à la population concernée. Cette violence est

exacerbée par la contradiction entre un univers de la consommation et de l'argent qui aspire et un univers institutionnel qui refoule et immobilise. (On peut noter, par exemple, que beaucoup de jeunes « préfèrent » être sur-exploités dans une entreprise dans laquelle ils sont reconnus qu'humiliés par des situations d'échecs dans l'univers scolaire).

L'envers du politique

Enfin, aux logiques d'intégration par la consommation et de fixation par les institutions, il faut ajouter la privation de langage politique. L'espace politique est fermé pratiquement et symboliquement aux populations des quartiers sensibles. Sur un plan concret, il n'existe pas de démocratie à l'échelle de la ville ou du quartier. Les municipalités contrôlent étroitement les



De l'autre côté du tramway.

conseils municipaux et, dans une large mesure, la vie associative, interdisant ainsi toute formation d'un espace public autonome. De plus, les institutions représentatives tout comme les institutions sociales et scolaires sont largement le domaine des « classes moyennes » qui

imposent leurs besoins de sécurité et d'homogénéité et leur perception des problèmes. C'est pourquoi, les populations des cités ont souvent un fort sentiment de « colonisation », de non-reconnaissance, voire d'inexistence, l'impression d'être traitées comme un problème objectif et de n'avoir pas de point de vue reconnu. Elles sont plongées dans un véritable vide politique.

La vie politique leur est extérieure ainsi que le « sens » politique. Dès lors, la participation apparaît comme un marché de dupe : chaque réunion révèle le gouffre qui sépare les « établis » de ceux qui sont définis comme des « exclus ». Les populations des quartiers sensibles sont ainsi enfermées dans ce qui émerge comme de la marginalité par l'absence d'intervention politique, contrepartie de la suppression de l'acteur : elles sont définies en termes strictement négatifs, par leur distance à la norme et non comme des participants actifs à la construction de la vie sociale. Les catégories moyennes effacent leurs intérêts et leur point de vue derrière l'universalité de la norme ou l'« évidence » de l'intégration et renvoient les catégories populaires au manque et à la non-intégration. L'espace politique qui devrait être le lieu de traitement d'un conflit devient celui de l'enfermement dans une pathologie sociale. La population des « quartiers sensibles » n'a plus alors que le choix entre la soumission à l'ordre pratique et symbolique des catégories moyennes et la rupture avec cet ordre par la violence et la ghettoïsation : dès lors elle tend à osciller entre le pur conformisme à l'ordre de l'argent et de la consommation et la rupture violente qui ouvre la voie à l'affirmation d'un contre-monde de la certitude, mais contre-monde qui est le négatif du premier, une sorte d'envers complémentaire et nécessaire. Et comme ces personnages de Koltès prisonniers de leur périphérie, espérant que l'argent leur permettra de bouger avant que la violence ne les fixe à nouveau, les individus oscillent de l'un à l'autre sans avoir la capacité d'échapper à cette dialectique infernale.

En l'absence d'acteur social et de représentation politique, pour ces catégories dominées, les politiques publiques et la répression sont contre productives parce que la norme qu'elles sont censées réactiver n'est pas légitime et parce qu'elles contribuent à l'enfermement dans le non-sens. Plus encore, la croissance de la violence urbaine peut être comprise comme la contrepartie de ces politiques qui tendent à intégrer les catégories populaires en extériorisant leurs demandes, qui cherchent la participation en refusant la représentation. La protestation populaire se transforme en rage destructrice qui en vise précisément toutes les manifestations

et tous les signes et qui cherche à définir par la violence un espace d'autonomie : agressions d'enseignants ou de travailleurs sociaux, caillassages de bus, incendies de voitures, émeutes...

Il ne peut donc exister de politique de lutte contre la violence qui ne s'oppose au préalable à la division pratique et symbolique de la société entre intégrés et exclus, division dont sont victimes les plus faibles. L'action politique doit renverser le regard et mettre en évidence l'opposition entre les logiques « exclusives » des catégories dominantes qui renvoient une partie de la population au non-sens de leur marginalité et les logiques des dominés qui ne cessent d'en appeler à leurs « droits » et la « maîtrise de leur vie ». Une politique de lutte contre la violence doit faire apparaître le rapport social là où ne semble régner que marginalité et exclusion. Les populations des quartiers sensibles sont le pôle dominé d'un rapport social. Le problème n'est donc pas de « recréer du lien social » ou de « rappeler les repères ». Il est de transformer des demandes sociales en revendications par des interventions politiques et la création d'espaces publics.

En 1974, Michel de Certeau plaide déjà pour un traitement politique de la violence. Il écrit : « Il suffit d'écouter pour en être persuadé : la violence naît d'abord d'une rébellion contre les institutions et des représentations devenues « incroyables ». Elle récusé l'insignifiant. Elle dit non à l'insensé. Elle défend un « autre pays », privé de signes et dépourvu de droits – ce pays étranger que constituent les exigences de la conscience et où se cherchent des raisons communes de vivre. » Après avoir rejeté toute idée d'une apologie de la violence dans la mesure où elle est le produit paradoxal et le « complice » de l'ordre social dominant, il ajoutait : « Issue des catégories sociales auxquelles on a soigneusement retiré toute responsabilité avant de les traiter d'« irresponsables », elle conteste, soulève, déchire le système qui élimine les mouvements profonds et les renouvellements d'un pays ou d'un groupe. Elle tend à fonder un langage sensé entre hommes. Derrière la colère, même si elle ne sait pas toujours son vrai nom, il y a le désir de créer une *polis* et une politique ; il y a la volonté d'organiser les conditions de vie en fonction des raisons de vivre⁵. »

Didier Lapeyronnie

5. Michel de Certeau, *La culture au pluriel*, Paris, UGE, 1974, p. 24.

Didier Lapeyronnie, sociologue, mène ses recherches dans le cadre du CADIS (Centre d'analyse et d'intervention sociologiques) à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris et enseigne à l'Université Victor Segalen à Bordeaux.